DIAL 2562

AMÉRIQUE DU SUD - Á propos de la drogue dans les pays andins ? Le mythe de l'élimination des cultures

samedi 1er juin 2002, mis en ligne par Dial

La politique visant à éliminer la culture des plantes servant de matière première à la fabrication de différentes drogues n'obtient pas les résultats qui étaient escomptés. L'article ci-dessous, qui fait suite à d'autres articles déjà publiés ici sur cette importante question (cf. D 2335, 2456, 2492, 2493, 2494, pour ne citer que les plus récents) essaie de comprendre pourquoi les stratégies mises en oeuvre pour éliminer ces cultures échouent très largement. À vrai dire, tant que l'offre de drogues dépendra de la demande, l'élimination des cultures sera condamnée à l'échec. Article paru dans Noticias aliadas*, 11 mars 2002.*

Début janvier, après avoir arrêté un camion à Arequipa, ville andine du sud du pays, la police péruvienne a procédé à la saisie de six tonnes de cocaïne destinées au Golden Fish, navire bolivien ancré dans le port d'Ilo. Les autorités ont déclaré que les trafiquants - des Péruviens, des Mexicains et au moins un Colombien - avaient créé une société écran à capital mexicain.

Un an plus tôt, dans un entrepôt des environs de Bogota, à 2 250 mètres d'altitude, la police avait découvert la coque partiellement assemblée d'un sous-marin, apparemment construit avec l'aide de techniciens russes.

Bien qu'anecdotiques, ces deux incidents montrent toute l'ampleur prise par le commerce des drogues et la quasi-impossibilité où l'on est d'éliminer l'offre par une action policière, ainsi que par l'interdiction et l'élimination des cultures, mesures qui constituent les piliers de la stratégie antidrogue adoptée dans les Andes - notamment à la demande des Etats-Unis - depuis plus d'une décennie.

Face à une demande intarissable, en provenance principalement des Etats-Unis et de l'Europe, les paysans ne veulent qu'une chose : continuer à alimenter le marché en matière première. Pour beaucoup, la coca, dont la cocaïne est extraite, et le pavot, dont le latex d'opium donne l'héroïne, sont pratiquement les deux seules cultures lucratives.
Dans le cadre de la partie du Plan Colombie financée par les Etats-Unis et de "l'Initiative régionale andine" lancée ultérieurement par le président américain George W. Bush, des crédits sont affectés au renforcement des opérations policières et militaires pour supprimer les drogues et pour accélérer le remplacement des cultures en Colombie et dans les pays voisins. Mais les experts de la zone andine considèrent que, pour l'essentiel, cette politique n'est pas la bonne.

Non seulement les actions d'élimination ont entraîné le déplacement des cultures d'un pays à l'autre ou entre différentes régions d'un même pays, mais le remplacement des cultures s'avère peu judicieux dès lors qu'il ne s'accompagne pas d'une politique cohérente de développement rural, notamment en Colombie, au Pérou et en Bolivie, les trois principaux pays producteurs de drogue.

Selon un rapport de ce qui serait l'équivalent de la Cour des comptes aux États-Unis (1999), en dépit des

tentatives menées durant deux ans en Colombie pour éliminer les champs de cultures illicites en les aspergeant d'herbicides par avion, le volume net de coca produite s'est accru de 50 %.

Nécessité d'une solution régionale

Chaque pays joue un rôle qui lui est propre dans la partie engagée contre les drogues illicites, et les gouvernements abordent le problème de points de vue différents. Or seule une stratégie régionale permettra d'inverser le mouvement, comme le pense Hugo Cabieses, un des principaux conseillers du patron de la lutte antidrogue du Pérou, Ricardo Vega Llona. "Selon la division internationale du travail, la Colombie, le Pérou et la Bolivie sont des pays producteurs de coca, explique M. Cabieses. La Colombie produit également de la marijuana et du pavot.

L'Équateur et le Venezuela sont des points de transit et des centres de blanchiment d'argent, surtout le Venezuela. L'Equateur constitue une plate-forme d'exportation en Colombie et au Pérou des produits chimiques servant à fabriquer la pâte de cocaïne de base."

Dans toute la région andine, depuis des millénaires, les indigènes mastiquent des feuilles de coca et s'en servent dans des cérémonies religieuses. Cet "usage traditionnel" est protégé par la loi en Bolivie et au Pérou, et une certaine superficie - environ 10 000 hectares en Bolivie et 25 000 au Pérou - est réservée à la culture de la coca pour le marché traditionnel. Avant l'arrivée des Espagnols, les Colombiens consommaient aussi de la coca mais, actuellement, toutes les cultures que l'on peut trouver dans ce pays sont illégales.

Au Pérou, l'Empresa Nacional de la Coca (ENACO) est le seul canal officiel reconnu pour l'achat et la vente de coca. Seuls les paysans enregistrés auprès de l'ENACO peuvent cultiver légalement cette plante, bien qu'aucune sanction légale n'ait jamais été prononcée contre les autres cultivateurs, selon ce qu'affirme H. Cabieses. Le gouvernement a toujours eu pour politique de réprimer la fabrication, le transport et la commercialisation des drogues.

En Bolivie, quelque 12 000 hectares sont légalement destinés à la culture de coca pour l'usage traditionnel. En vertu de la loi 1008, approuvée en 1988, les seuls secteurs autorisés pour la culture de coca servant à la consommation traditionnelle sont les Yungas, zone tropicale située au nord de La Paz, et une petite partie de la région du Chapare.

Le reste du Chapare a été décrété zone "de transition", dans laquelle les paysans devaient abandonner la culture illégale de coca pour se consacrer à des productions licites.

Jusqu'au début de 2002, les feuilles de coca pouvaient être vendues légalement sur 15 marchés du département de Cochabamba. Mais, en janvier 2002, le président Jorge Quiroga a interdit le séchage, le transport et la vente de coca dans la région du Chapare. Cette décision, qui entraînait la fermeture des marchés en question, a donné lieu à de violentes protestations au cours desquelles au moins cinq paysans et quatre policiers et militaires ont perdu la vie. Le 9 février, le gouvernement a accepté de suspendre l'application du décret pendant 90 jours.

En Bolivie comme au Pérou, la majorité des cultivateurs de coca sont des paysans qui travaillent sur de petites parcelles, d'une superficie moyenne de 5 à 8 hectares en Bolivie, et de 0,5 à 1,5 hectare au Pérou.

La situation est différente en Colombie, où "il est impossible de survivre avec moins de 10 à 15 hectares de plantations de coca" a précisé H. Cabieses. La plus grande partie de la production de Colombie est réalisée dans de grands domaines, d'où les propriétaires sont le plus souvent absents.

Les estimations concernant les superficies plantées de produits illicites varient selon la source. La Commission interaméricaine de lutte contre la toxicomanie de l'Organisation des Etats américains (CICAD) a calculé que, en 2000, il y avait 212 000 hectares de coca en Bolivie, en Colombie et au Pérou mais, selon H. Cabieses, de la coca serait illégalement cultivée sur une superficie totale d'environ 300 000 hectares.

Si l'on en croit le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), la Colombie abrite 7 500 hectares de pavot et 5 000 hectares de cannabis (marijuana). Au Pérou, la police a détruit plus de 130 hectares de pavot entre janvier et novembre 2001.

Différentes stratégies

Lorsque les autorités concentrent leurs actions de répression sur une zone, les producteurs doivent la quitter puis défricher une nouvelle parcelle de forêt tropicale pour y replanter leurs cultures illicites. Selon le Trade and Environmental Database Project de l'American University de Washington DC, il se détruit environ 2,5 hectares de forêt par hectare planté de coca ou de pavot.

Ces migrations de cultures traversent également les frontières. Quand le Pérou a lancé sa plus grande opération d'interdiction au début des années 90 afin d'arrêter les trafiquants colombiens qui, à bord de petits avions, sortaient du pays des feuilles de coca et de la pâte de base, les trafiquants ont simplement transféré la production en Colombie. Si la production de coca a fortement baissé au Pérou, elle a augmenté en revanche en Colombie, passant de quelque 50 900 hectares en 1995 à 163 300 en 2000, selon la CICAD.

Interdits de voler au Pérou, les trafiquants ont adopté la voie terrestre ou fluviale pour gagner la frontière du Brésil ou la côte.

"La diminution observée en Bolivie et au Pérou a été compensée par une progression en Colombie, a confirmé H. Cabieses. Et maintenant qu'on leur mène la vie dure en Colombie, ils vont probablement revenir au Pérou ou en Bolivie."

Le PNUCID a calculé que le commerce de coca et cocaïne au Pérou, en Bolivie et en Colombie représente environ 3 milliards de dollars par an, qui se répartissent entre 190 millions pour la Bolivie, 325 millions pour le Pérou et 2,5 milliards pour la Colombie. Il ressort de diverses estimations que presque un demi-million de personnes participent directement ou indirectement, sous une forme ou une autre, au trafic de drogues.

D'autres estimations sont encore plus élevées. L'Office national de statistique de Colombie a estimé, en 1999, à 516 millions de dollars, approximativement, le produit annuel des plantations de drogues, mais des analystes privés considèrent que, dans le pays, le trafic de drogues dans son ensemble pourrait se chiffrer à 7 milliards de dollars par an.

La production de café a été un pilier des projets de développement alternatif, en particulier au Pérou, mais les autorités craignent qu'une chute du cours de ce produit sur les marchés internationaux incite les paysans à recommencer de semer de la coca. Paradoxalement, la chute des cours internationaux du café est imputable en grande partie à l'augmentation de la production au Vietnam, encouragée par certains des organismes d'aide qui financent les programmes de remplacement des cultures dans les zones andines productrices de drogues.

Les fonctionnaires chargés de trouver des solutions pour remplacer les cultures illicites font face à une dure réalité : la coca donne quatre récoltes par an et le pavot peut être récolté en l'espace de six mois. Et, même si les prix ne sont pas toujours stables (au cours de la dernière décennie, le cours du kilo de feuilles de coca a varié de 0,89 à 2,46 $ au Pérou, et de 0,98 à 6,16 $ en Bolivie), ces produits bénéficient d'un marché assuré. Aucun des autres produits n'offre une telle rentabilité, et la majorité d'entre eux sont beaucoup plus périssables, ce qui peut rendre difficile leur transport vers des marchés éloignés.

Vers une véritable initiative andine

Les actions d'élimination présentent un inconvénient de fond.

"Les paysans n'ont d'autre choix que de continuer à produire de la coca, parce que c'est la seule culture qui donne les résultats auxquels sont censés aboutir les programmes de développement alternatif", a

expliqué H. Cabieses.

Les principaux problèmes tiennent à deux choses, a-t-il ajouté : premièrement, les populations locales ne participent pas à la planification des solutions destinées à remplacer les cultures illicites, et, deuxièmement, la production reste orientée vers les marchés d'exportation, au détriment des marchés locaux, nationaux et régionaux, qui pourraient exiger certaines protections commerciales.

Les planificateurs devraient également tenir compte du transport et de la transformation des produits. Les organismes d'aide ont encouragé la production de palmiers à huile le long de la vallée de l'Ene, située au cœur de la forêt centrale du Pérou, a signalé H. Cabieses. "Mais l'usine pilote de transformation est située à six heures de bateau, et la palme est périssable", a-t-il ajouté. Au bout de trois heures, elle commence à faire apparaître des tâches noires et il n'est plus possible de la traiter.
H. Cabieses est convaincu que seules des politiques communes aideront les pays andins à enrayer la production de drogues.

Comme le président péruvien Alejandro Toledo, il est partisan d'une initiative andine, "non pas selon le modèle de l'Initiative régionale andine proposée par les Etats-Unis, mais inspirée d'une conception régionale du problème, afin de nous éviter les difficultés créées par la dispersion et les migrations des cultures illicites".

Il en va de même pour les stratégies de développement. La Colombie et le Pérou incitent les producteurs de cultures illicites à se tourner vers la production de palmiers à huile, "et nous finirons par devenir compétitifs sur le marché international, a-t-il ajouté. L'idée d'une initiative régionale andine n'est pas mauvaise. Le problème est que, si elle a uniquement pour but de faire barrage aux drogues illicites et à la subversion qui découle de leur trafic, elle ne mettra pas fin à ce fléau."

Les experts concordent pour dire qu'une stratégie antidrogue doit fonctionner à plusieurs niveaux pour être efficace, et que l'élimination des cultures ne constitue que l'un de ses éléments, qui peuvent se résumer comme suit :

– La prévention, "qui doit porter non seulement sur la consommation, mais aussi sur la production et le trafic, a affirmé H. Cabieses. Il faut des campagnes d'éducation axées sur les cultures, conjuguées à des campagnes de dissuasion pour les gens tentés par le trafic de drogues."

– La réinsertion des toxicomanes, vendeurs et producteurs de cultures illicites, "pour qu'ils reviennent aux cultures traditionnelles, qu'ils connaissent" a-t-il ajouté. Les paysans ont besoin d'une assistance technique, et les petits vendeurs d'une réadaptation.

– La diminution du trafic de drogues, la réduction des cultures illicites, un travail d'information pour repérer les narcotrafiquants et les liens qu'ils ont avec des personnes au pouvoir, le contrôle des produits chimiques servant à la production de drogues, et la lutte contre les armes à feu et le blanchiement d'argent.

Mais surtout, selon les experts, toute proposition encourageant l'abandon des cultures illicites pour d'autres produits dans la région andine doit tenir compte des problèmes qui poussent les paysans à semer de la coca, du pavot et de la marijuana.

"Il ne s'agit pas ici de remplacer une culture par une autre, mais de remplacer une économie et une structure sociale fondées sur la production de cultures à des fins illicites par une autre économie et une autre structure sociale, avec la participation des communautés intéressées", a déclaré H. Cabieses.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2562.

– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Noticias aliadas, 11 mars 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.